

430-127
LA PENSÉE DE SALAZAR

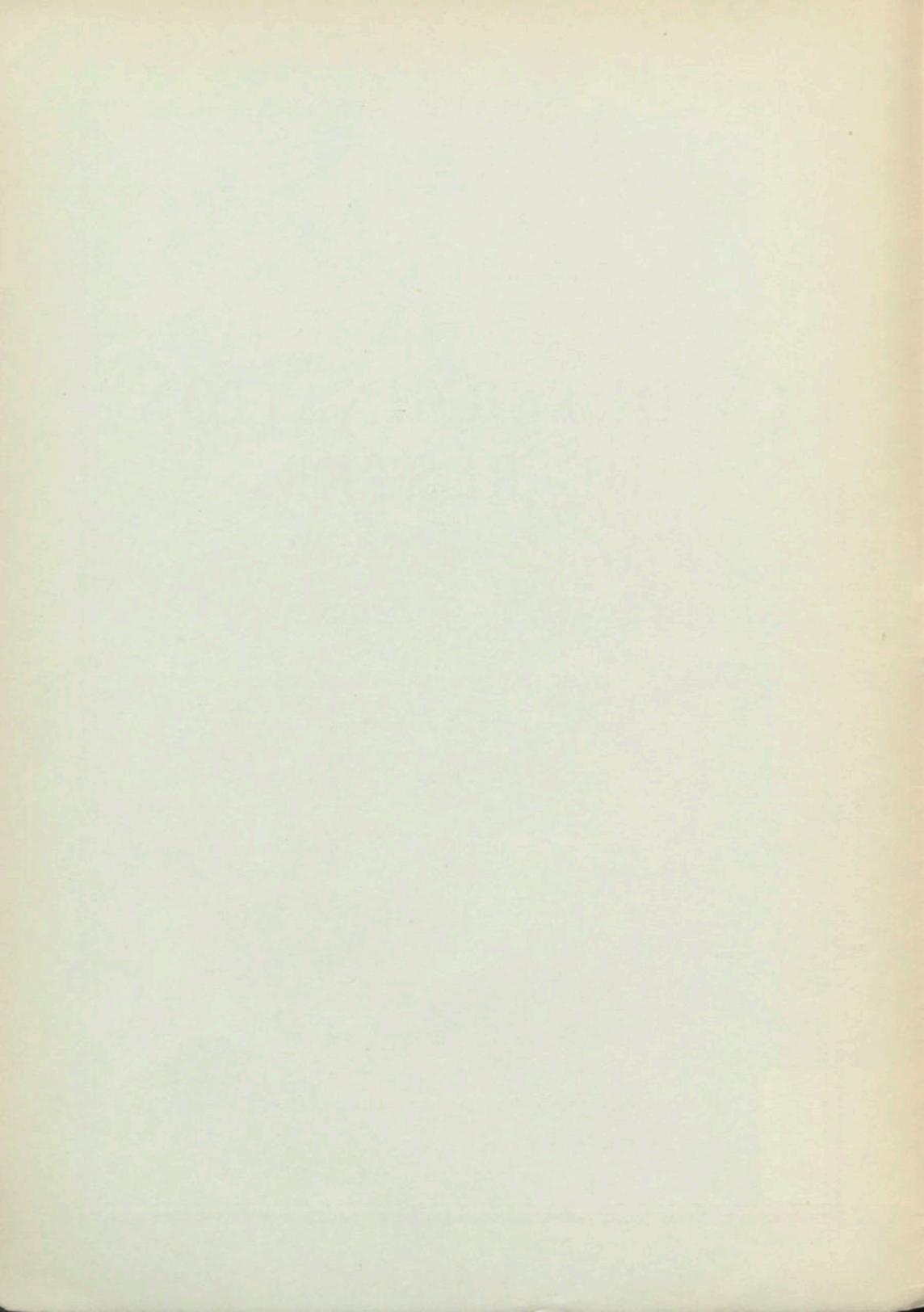
LA DETERMINATION DE RESTER

*ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL AUX REPRÉSENTANTS DES
POPULATIONS DE L'ANGOLA, VENUS À LISBONNE POUR LUI RENDRE
HOMMAGE, LE 13 AVRIL 1966*

SECRETARIADO NACIONAL DA INFORMAÇÃO

LISBONNE • 1966

I. 860



SECRETARIADO NACIONAL DA INFORMAÇÃO



LA PENSÉE DE SALAZAR

LA DETERMINATION DE RESTER

*ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL AUX REPRÉSENTANTS DES
POPULATIONS DE L'ANGOLA, VENUS À LISBONNE POUR LUI RENDRE
HOMMAGE, LE 13 AVRIL 1966*

SECRETARIADO NACIONAL DA INFORMAÇÃO
LISBONNE • 1966



Messieurs

Je suis profondément ému que vous ayez entrepris ce long pèlerinage, depuis vos terres lointaines jusqu'à ce Palais, siège du Gouvernement et de notre Assemblée Nationale. Vous êtes venus ici pour évoquer une simple phrase, prononcée à Lisbonne il y a cinq ans, jour pour jour, en un moment tragique de la vie de l'Angola, dont la défense — ainsi l'a estimé le Gouvernement — imposait que nous engagions la lutte «immédiatement et de toutes nos forces». Ces quelques mots n'étaient pas, loin de là, une simple formule littéraire: traduisant en vérité une politique, ils exprimaient avant tout une grave décision du Gouvernement. Cette décision n'était pas née d'une révolte sentimentale: elle était le fruit d'une réflexion longuement mûrie, où nous étions tous englobés, nous et nos populations d'Afrique. Elle était alors facile à justifier et, aujourd'hui, après l'expérience vécue, elle est encore plus facile à comprendre.

En premier lieu, elle répondait à votre détermination: votre détermination de *rester*. Celui qui reste, vivant ou mort, occupe effectivement le territoire; celui qui s'en va déserte et l'abandonne. Seul le premier, se perpétuant à travers les générations,

acquiert un droit d'occupation et de possession que l'Histoire consacre comme base de la société et de la participation au pouvoir. Au second font défaut les liens qui, pétris de terre et de sang, unissent les générations, qui se succèdent, corps et âme, travail et culture; et il renonce à créer quelque chose qui puisse ressembler à une nation, susceptible d'être considérée comme sa patrie.

Mais il y avait aussi la tragédie qui déferlait féroce sur le nord de l'Angola et immolait ses victimes, inspirée par la seule haine et n'ayant d'autres buts que la destruction et le chaos. Sacrifier les vies, incendier les fabriques, anéantir les plantations, répandre la terreur parmi les populations sans défense étaient autrefois des actes criminels; aujourd'hui, ces mêmes actes constituent une technique et servent de support à une théorie révolutionnaire, que l'on prétend abondamment justifier. Mais, suivant notre manière de voir, qui est la manière ancienne, un gouvernement qui, dans ces circonstances, n'intervient pas pour remplir son devoir primordial — garantir la sécurité et la vie des populations et l'intégrité du territoire national — ce gouvernement perd toute légitimité et sa propre raison d'être. Et si le gouvernement ne fait que remplir la première de ses obligations, il n'a pas à en être remercié.

Un troisième motif de la décision que nous avons prise a dérivé de la manière dont nous envisagions le problème de la «décolonisation» qui s'opérait sur le continent africain, depuis la fin de la dernière grande guerre. Mais ce point exigerait de longues réflexions; je m'efforcerai de les résumer aujourd'hui en quelques mots.

Les populations africaines (je fais toujours allusion ici aux populations situées en dessous de la bordure islamisée de la Méditerranée), les populations africaines, dis-je, ont tenté leur

décolonisation, soit en recevant libéralement, soit en revendiquant leur indépendance des nations qui exerçaient sur elles leur souveraineté. Cependant, considérant la configuration géographique, la faible densité de population, le tracé des frontières, fait au hasard de l'occupation, les ressources du sol ou du sous-sol, très rares étaient les territoires qui possédaient ce minimum de conditions de viabilité économique qui est le support d'une société capable de mener une vie organisée. Le retard culturel des populations faisait également que ces territoires ne disposaient pas du minimum d'éléments humains capable de fixer une orientation à l'économie, de diriger le travail, de conduire l'administration, de former les gouvernements et les corps dirigeants de l'Etat. L'indépendance est chère, et ces peuples ne disposaient pas de richesse suffisante pour la soutenir; l'indépendance est difficile, et ces peuples n'avaient pas les hommes préparés à affronter les problèmes, je ne dirai pas d'un Etat moderne, mais d'une société qui doit savoir s'organiser pour pouvoir vivre. L'organisation sociale existant dans la majeure partie de ces territoires ne s'élevait pas encore au-dessus d'un concept tribal ou strictement racial et ne pouvait que difficilement évoluer par elle-même de manière à créer entre les populations des liens d'une nature et d'une ampleur nationales. Nous seuls, grâce à notre concept traditionnel d'intégration, avons créé autour de la réalité portugaise et du nom du Portugal la cohésion nécessaire entre nos provinces d'outre-mer, toutes considérées comme membres d'une même Nation. Il était ainsi fatal que, dans les territoires étrangers à la souveraineté portugaise, devenus indépendants par une espèce d'explosion épidémique, et quel que fût le mérite de l'oeuvre colonisatrice réalisée par les peuples européens, nous assistions à l'apparition d'Etats qui n'avaient pas ce qui fait le support des nations, ni les moyens matériels et humains pour pouvoir s'organiser et progresser. Et, comme il faut vivre avant tout, nous avons vu alors surgir deux

phénomènes de la plus haute importance dans la vie de ces peuples: les subventions systématiques se substituant au travail; la technique et le conseiller étranger se substituant au gouvernant local. Comme l'indépendance apparaît comme un fait irréversible, il me semble que ces peuples se trouvent condamnés, les uns à une espèce de protectorat sans titre, les autres à la fragilité et à l'instabilité institutionnelles, et par conséquent exposés à toutes les influences idéologiques et à toutes les pressions politiques.

Il est une chose que je n'ai pas encore comprise: c'est que dans ces conditions les dirigeants africains protestent à la fois contre le colonialisme et contre le néocolonialisme. En effet, une fois le premier détruit, ils n'ont devant eux que cette alternative: ou bien progresser, grâce à l'appui du capital étranger et de la technique internationale, avec les limitations inévitables et chocantes de leur indépendance qui en résultent (et c'est cela que l'on appelle à juste titre le néocolonialisme); ou bien se résigner à la médiocrité, sinon au retour aux formes primitives de vie, où la pauvreté, la maladie, les rivalités et les luttes tribales continueront à être le prix d'une indépendance au moins précipitée. La vérité est que le maudit colonialisme (dont je ne prétends pas défendre les erreurs ou les excès, qui ont certainement existé) a amené la paix en Afrique, a permis la coexistence des populations, a stimulé le développement démographique, a doté ce continent de plus amples moyens de communications, a découvert et exploité ses richesses et a mis ses 270 millions d'hommes en contact avec la civilisation, dont il leur a dévoilé les secrets et dont il a mis les bienfaits à leur disposition. Sans doute, là où ne s'est pas opéré le processus de l'intégration, tout ceci s'est produit sous le signe d'une nette discrimination raciale et d'une certaine infériorité sociale des Africains noirs, et cet état de choses devait se modifier un jour, car il était contre nature de le maintenir indéfiniment. Mais la solution politique de l'indé-

pendance ne pouvait pas résoudre le problème: celui-ci ne pouvait être résolu que moyennant l'ascension graduelle des masses, par le travail et par l'éducation, à ce niveau où l'on peut aspirer à toutes les positions et où les différenciations sociales n'ont plus de raison d'être. La solution adoptée, en élevant au faite du pouvoir les haines refoulées des sujets des grands empires devait fatalement faire exploser une autre espèce de racisme: le racisme noir, avec le rejet et le risque de destruction de tout ce qui pouvait constituer, et constitue encore, le gage et la garantie du progrès. Et c'est ainsi que l'on a abouti à la déplorable situation actuelle.

Notre résistance à accepter le modèle généralement admis se fonde sur des raisons historiques qui forment la structure de la Nation portugaise et inspirent sa constitution; et les faits, dérivant d'ailleurs de raisons sociologiques, se sont chargés de la justifier. Malgré cela, elle est vivement attaquée, mais personne ne peut lui refuser au moins le mérite d'avoir laissé à tous, blancs et noirs, Européens et Africains, le temps de réfléchir, de dresser le bilan des ruines, de mesurer la grandeur des reculs et des retards, de modérer la violence des passions, et de vérifier, par comparaison, le mérite relatif des méthodes. L'intégration politique et sociale que nous avons toujours préconisée nous amène, amène aujourd'hui la majeure partie des gens cultivés, à la conclusion que les pays africains ou bien doivent s'organiser sur la base du multiracialisme, ou bien doivent être considérés comme perdus pour la civilisation.

Que la société multiraciale est possible, ainsi le prouve en premier lieu l'exemple du Brésil, la plus grande puissance de l'Amérique Latine, et précisément de souche portugaise; et il faudrait donc commencer par nier cette réalité, parmi tant d'autres, si l'on voulait nier la possibilité de constituer ce type de société en territoire africain. D'autre part, et c'est là une autre conclusion tirée de l'expérience, le racisme noir

lui-même a été conduit à reconnaître son incapacité à créer ou à maintenir une civilisation en terres africaines sans l'aide du blanc. Et, comme on n'a pas trouvé, en dehors de la concurrence précipitée du début, et comme il n'est pas possible de découvrir un moyen de dépersonnaliser ou de dénationaliser le capital et la technique au service de l'Afrique, les pays africains qui ne sont pas structurellement unis à une puissance européenne par des liens politiques se verront obligés d'accepter les répercussions des influences et des pressions qui découlent inévitablement de la présence agissante de ce capital et de cette technique. Beaucoup peuvent propager ou entretenir des illusions sur ce point; mais la création d'économies nationales capables, après avoir incorporé de volumineux capitaux étrangers, de se déterminer exclusivement d'après leur propre intérêt exige des structures politiques que les peuples africains indépendants sont très loin de posséder.

*
* *
*

Cet ensemble de circonstances et de problèmes était bien présent à notre esprit au moment où a été déclenchée contre nous la vague de terrorisme en Angola. A nos oreilles ont retenti les cris lancinants de cette province, comme par la suite ceux de la Guinée et du Mozambique. Et la voix du sang, l'âme des générations passées, la force de l'Histoire ont fait vibrer nos coeurs de Portugais et ont fait appel avec véhémence à notre raison de gouvernants responsables. Nous avons senti que nous étions obligés d'agir, par un impératif de notre conscience, et de proclamer, au nom de la vérité et de la sincérité que nous devons à tous, blancs et noirs, que, s'ils se désintégraient de leur Nation, ils ne feraient qu'aliéner leur liberté, pour tomber, au nom de l'indépendance, sous le joug d'étrangers; que cela ne serait pas pro-

gresser, mais reculer; que ce ne serait pas se grandir, mais se diminuer. On constate que la Nation, qui les embrasse tous et qui les considère tous comme ses fils, a les possibilités économiques et la force suffisantes pour les défendre contre les ambitions hostiles; une sensibilité assez grande pour comprendre leurs sentiments et pour conduire leurs aspirations dans le meilleur chemin.

Cette évidence n'empêche pas qu'un peu partout l'on ne continue à critiquer notre « colonialisme ». Mais peut-être que la simple citation d'un fait nous permettra de juger de la valeur de l'accusation. Et, comme Beira est aujourd'hui sous le feu des projecteurs, à la suite de l'affaire de la Rhodésie, c'est là-bas que j'irai choisir un exemple de l'action réalisée par le Portugal outre-mer.

En 1949, le port et le chemin de fer de Beira (le premier depuis le début de janvier entre les mains du Mozambique) se trouvaient dans une situation telle qu'ils ne pouvaient satisfaire au développement du trafic prévu en provenance des territoires de la future Fédération des Rhodésies et du Nyassaland. Les négociations de Lisbonne ne conduisaient pas à une solution du problème, qui consistait essentiellement à obtenir les fonds nécessaires pour améliorer la voie, la doter de moyens de transports, amplifier et intensifier les services et, pour ce qui est du port, procéder aux dragages nécessaires et construire de nouveaux quais. La compagnie anglaise qui détenait la concession ne pouvait, sans de nouvelles conditions contractuelles, inacceptables pour nous, obtenir les capitaux nécessaires et payer les dividendes au capital. Il a fallu trancher la difficulté, moyennant le rachat du chemin de fer à la compagnie, par le Gouvernement, pour 4 millions de livres, qui ont été payées comptant, dès que les formalités nécessaires eurent été remplies à Londres. L'exploitation a été alors confiée à la Direction des Chemins de Fer du Mozambique, et l'on a commencé à travailler. L'expansion

économique de nos propres territoires et des territoires desservis par le chemin de fer et par le port de Beira a été telle que, tandis qu'à la date en question les marchandises manipulées n'atteignaient qu'entre 1 200 000 et 1 500 000 tonnes, maximum de capacité disponible à l'époque, aujourd'hui sont manipulées plus de 4 millions de tonnes qui, dans l'état actuel des choses, peuvent encore être portées à 5 millions de tonnes... Depuis cette date, le Gouvernement portugais n'a encaissé ni intérêts, ni dividendes, ni amortissements du capital investi, parce que tout est laissé à l'Administration, en vue de la construction d'embranchements, de la rectification et de l'amélioration des voies, de la construction d'édifices en matériaux définitifs pour le personnel et les services, et aussi de l'exécution de travaux et de nouvelles constructions dans le port. Etant donné la petitesse de celui-ci, l'activité y est permanente durant les vingt-quatre heures de la journée, et c'est ainsi que le port de Beira est aujourd'hui, dans le monde entier, celui qui accuse le rendement le plus élevé par mètre linéaire de quai. Les retards dans les chargements et les déchargements des navires ont été éliminés, et tout le monde reconnaît que les craintes manifestées lors des négociations, quant à l'efficacité de l'administration portugaise, n'avaient aucune raison d'être. Aussi bien notre territoire que les territoires limitrophes n'ont eu qu'à se féliciter des services fournis.

Notons maintenant ceci: le capital britannique a été rapatrié; il avait toujours reçu des dividendes, et a pu continuer à encaisser des bénéfices après la vente de la compagnie. Le Trésor qui a acquis le chemin de fer n'a reçu jusqu'à présent ni capital ni revenus provenant de ce capital et les recettes liquides produites par le chemin de fer de Beira, de l'ordre de 2,5 milliards d'escudos, sont restées là-bas, où elles ont été réinvesties, dans l'intérêt général. Ce cas ne pourrait être répété indéfiniment, car nos possibilités sont limitées, mais il suffit à montrer que, dans notre «colonialisme», ce sont les

étrangers qui empochent les bénéfiques, et c'est nous qui payons les améliorations, avec le seul avantage politique d'avoir pu libérer une zone d'intérêt crucial du Mozambique.

*
* *

Je ne puis malheureusement terminer ces quelques réflexions sur une parole d'optimisme, parce que nos difficultés et nos épreuves doivent continuer encore pour pas mal de temps.

Une compréhension plus froide et plus réaliste des faits sociaux et de leurs répercussions ont cependant provoqué dans les derniers temps une certaine amélioration dans l'état général des problèmes africains. Et même si nous devons admettre l'hypothèse (que décidément je n'admets pas), de devoir considérer comme perdu pour longtemps l'effort européen au nord de l'équateur, la vérité est que nous pouvions commencer à constater — d'après les changements politiques et les déclarations des dirigeants responsables, notamment au-dessous de la ligne qui relie le Congo au Rovuma jusqu'au Cap de Bonne Espérance — une accalmie dans les passions et un large esprit de collaboration entre tous les territoires. La confiance mutuelle faisait naître les plus grands espoirs de voir toute cette immense Afrique australe commencer à se stabiliser dans la paix, progresser et pouvoir se considérer définitivement comme sauvée pour elle-même et pour la civilisation de l'Occident. Et voici que la manière dont a été traitée la question de l'indépendance de la Rhodésie — dont il n'est pas trop tard d'ailleurs pour la résoudre avec l'accord de Londres — a accumulé dans les cieux de l'Afrique les nuages les plus sombres.

Nous n'avons pas à nous prononcer sur une question que nous avons toujours considérée, dès le début, comme un problème exclusif et intérieur de la Grande-Bretagne, bien que,

paradoxalement, et de sa propre initiative, celle-ci l'a elle-même internationalisé aujourd'hui, en recourant au Conseil de Sécurité. L'intervention même du Conseil et ses délibérations font actuellement l'objet d'un examen attentif de la part du Gouvernement, en sorte que seraient précipitées toutes les intentions que l'on pourrait attribuer à nos attitudes, pour ce qui nous concerne directement dans ces graves délibérations. Pour l'instant, je me bornerai à affirmer qu'un nouveau faux pas dans la résolution du problème rhodésien, de la part des puissances responsables, peut allumer un immense incendie qui risque de s'étendre à tous ceux qui pensent être à l'abri, parce qu'ils se trouvent loin des flammes. Tout peut encore être sauvé; mais tout peut également être perdu si la voix des passions se fait entendre plus haut que celle de la raison, et si certaines manifestations impérialistes — que nous devons rejeter ouvertement, aux côtés de tous les peuples africains — peuvent s'ouvrir un chemin et, en dépit du changement des temps, recommencer leur marche dans les régions intéressées.

Dans ces conditions, je ne puis que vous adresser une parole de confiance dans la fermeté de notre attitude, et aussi formuler un avertissement. Bien que les motifs de la lenteur et de la patience avec lesquelles nous agissons soient parfois difficiles à comprendre, nous ne devons jamais oublier qu'une règle s'impose à nous comme principe d'action: ne jamais faire, en aucune circonstance, le jeu de ceux qui prétendent combattre — ou tout au moins agissent comme s'ils avaient la prétention de combattre — nos intérêts légitimes et ignorer nos droits.

Et quant à ma visite, si désirée, en Angola? Eh bien, il me semble que nous devons la remettre jusqu'au moment où, une fois dominé et expulsé le dernier terroriste, nous pourrions célébrer là-bas l'effort héroïque de la défense.



2488

EDITIONS

S·N·I

LISBONNE

NB



«EF00000513178»

S.N.